

Ordonnance sur les écoles à journée continue (OEC)

du 28.05.2008 (état au 01.08.2024)

Le Conseil-exécutif du canton de Berne,

vu les articles 14d, alinéa 5, 14e, alinéa 2, 14f, alinéa 3, 14h, alinéa 3, 17, alinéa 3, lettre b et 74 de la loi du 19 mars 1992 sur l'école obligatoire (LEO)¹⁾,
sur proposition de la Direction de l'instruction publique,

arrête:

1 Objet

Art. 1

¹ La présente ordonnance régit, en rapport avec l'école à journée continue,

- a* la demande suffisante de modules d'école à journée continue,
- b* la formation du personnel,
- c* le coefficient d'encadrement,
- d* le site et les locaux,
- e* la gestion de la qualité,
- f* les coûts de traitements normatifs ainsi que la procédure d'annonce et de décompte,
- g* les tarifs.

2 Demande suffisante de modules d'école à journée continue

Art. 2

¹ Les communes doivent gérer des modules d'école à journée continue dès qu'il existe une demande ferme pour dix élèves au moins.

² Elles établissent les besoins en modules d'école à journée continue une fois par an.

¹⁾ RSB 432.210

* Tableaux des modifications à la fin du document

3 Formation du personnel

Art. 3 *Direction*

¹ Les modules d'école à journée continue doivent être dirigés par une personne ayant achevé une formation pédagogique ou sociopédagogique.

Art. 4 *Personnel d'encadrement*

¹ L'encadrement des élèves dans les modules d'école à journée continue est assumé par un effectif de personnes dont la moitié au moins disposent d'une formation pédagogique ou sociopédagogique.

² Dans les modules d'école à journée continue dont le niveau d'exigences pédagogiques est peu élevé, l'encadrement des élèves peut être assumé par des personnes disposant des aptitudes et de l'expérience nécessaires dans la prise en charge d'enfants et d'adolescents.

³ La formation ou l'expérience du personnel d'encadrement doit être adaptée à l'âge des élèves.

4 Coefficient d'encadrement

Art. 5

¹ La prise en charge de dix élèves requiert la présence d'au moins une personne.

² Du personnel d'encadrement supplémentaire peut être engagé pour les élèves nécessitant un encadrement particulier.

³ Pour l'encadrement des élèves dans des modules d'école à journée continue au sens de l'article 4, alinéa 1, une personne au moins du personnel d'encadrement présent dans l'établissement doit disposer d'une formation pédagogique ou sociopédagogique.

5 Site et locaux

Art. 6

¹ Le site, les locaux, l'équipement et le cadre doivent être adaptés aux modules d'école à journée continue et conçus de manière à répondre aux besoins des élèves des différents degrés scolaires.

² Il y a lieu de prévoir un espace suffisant pour les repas et les devoirs surveillés ainsi que pour permettre des occupations communautaires, des possibilités de s'isoler et des activités en plein air. En règle générale, les locaux offriront au moins deux pièces séparées.

³ Il y a lieu d'observer les prescriptions en matière de construction, d'hygiène et de protection contre le feu.

6 Gestion de la qualité

Art. 7

¹ Les modules d'école à journée continue doivent être administrés selon un système de gestion de la qualité.

² Le système de gestion de la qualité comprend au moins un programme d'exploitation écrit posant les principes organisationnels et pédagogiques dans deux volets distincts.

³ Le volet organisationnel comprend en particulier les responsabilités, les modalités d'exploitation, la gestion du personnel, la collaboration avec l'école, les principes nutritionnels et le financement.

⁴ Le volet pédagogique comprend en particulier les principes, les objectifs et les modalités d'encadrement, de formation et d'instruction des élèves des modules d'école à journée continue.

⁵ Les modules d'école à journée continue observent les principes fondamentaux d'une alimentation équilibrée et adaptée aux besoins des élèves.

7 Coûts de traitements normatifs, procédure d'annonce et de décompte

Art. 8 *Coûts de traitements normatifs*

¹ Les coûts de traitements normatifs par heure et par enfant se montent à

- a * 10,98 francs pour les modules d'école à journée continue au sens de l'article 4, alinéa 1,
- b * 5,49 francs pour les modules d'école à journée continue dont le niveau d'exigences pédagogiques est peu élevé.

² Les coûts de traitements normatifs par heure de prise en charge d'enfants nécessitant des mesures pédagogiques particulières ou un encadrement particulier peuvent atteindre jusqu'à une fois et demi le tarif mentionné à l'alinéa 1, lettre a. *

³ Le montant admis à la compensation des charges est calculé en tenant compte au maximum des coûts de traitements normatifs pour huit heures par jour et 195 jours par an. *

⁴ Au début de chaque année scolaire, la Direction de l'instruction publique et de la culture peut adapter les coûts de traitements normatifs pour la prise en charge à hauteur de l'augmentation des traitements arrêtée par le Conseil-exécutif pour le personnel cantonal. *

Art. 9 *Procédure d'annonce et de décompte*

¹ Les communes annoncent à l'Office de l'école obligatoire et du conseil (OE-CO) les nouveaux modules d'école à journée continue et ceux ayant été développés ainsi que leur niveau d'exigences pédagogiques, au moins deux mois avant le début de l'année scolaire. *

² Elles annoncent à l'OECO le nombre d'heures de prise en charge effectuées et les coûts de traitements normatifs selon l'article 8, alinéa 1, au plus tard deux mois après la fin de l'année scolaire.

³ Dans le calcul du montant admis à la compensation des charges, les émoluments versés à la commune par les parents au titre de la prise en charge sont déduits des coûts de traitements normatifs. *

⁴ Le service compétent de la Direction de l'instruction publique et de la culture verse aux communes le montant admis à la compensation des charges en deux tranches par année scolaire. Le versement de la première tranche correspond au maximum à 80 pour cent du budget présenté. *

8 Emoluments

Art. 10 *Dispositions générales*

¹ Les communes perçoivent un émolument auprès des parents pour les heures de prise en charge convenues au sein des modules d'école à journée continue.

² Elles peuvent facturer aux parents un émolument supplémentaire pour les repas.

³ Elles prennent en charge les frais de transport entre l'école et le lieu où le module d'école à journée continue est offert.

Art. 11 *Calcul*

¹ Les tarifs de prise en charge sont calculés sur la base

a du revenu et de la fortune des parents qui ont la garde de l'enfant,

b de la taille de la famille et

c des coûts normatifs.

² Ils sont fixés sur une base horaire.

³ Ils sont fixés avec effet au 1er août de chaque année civile. *

Art. 12 * *Revenu déterminant*

¹ Le revenu annuel des parents vivant sous le même toit que l'enfant pris en compte pour calculer le montant des émoluments comprend

*a ** le salaire net;

*b ** le revenu de remplacement imposable; dans le cas des indépendantes et indépendants, celui-ci est imputé au bénéfice commercial de l'exercice considéré, dans la mesure où il concerne l'activité indépendante;

*c ** les contributions d'entretien reçues pour autant qu'elles soient imposables conformément à la législation cantonale sur les impôts;

d cinq pour cent de la fortune nette (fortune brute moins les dettes);

e le bénéfice commercial imposable figurant dans la déclaration d'impôt (moyenne des trois dernières années);

*f ** les revenus bruts de la fortune mobilière et de la fortune immobilière;

*g ** les autres revenus imposables.

² Le revenu déterminant est calculé en prenant en compte la situation financière de l'année précédente.

³ Pour autant que les parents en fassent la demande et que l'ensemble des justificatifs requis aient été remis, l'année en cours sert de base pour le calcul à compter du mois suivant *

*a ** si le revenu déterminant de l'année précédente est inférieur à 80'000 francs une fois les déductions visées à l'article 14 prises en compte et

*b ** s'il est probable que le revenu déterminant de l'année en cours soit inférieur de plus de 20 pour cent à celui de l'année précédente.

⁴ Doivent être déduits du revenu déterminant *

*a ** les contributions d'entretien versées à des conjoints divorcés ou à des conjoints séparés judiciairement ou de fait,

*b ** les contributions d'entretien versées à un des membres du couple vivant séparément pour les enfants placés sous sa garde,

*c ** les intérêts de la dette et les frais d'obtention du revenu pris en compte fiscalement.

⁵ Pour les couples vivant en concubinage et ayant des enfants en commun ainsi que pour les concubins sans enfants en commun vivant sous le même toit depuis deux ans, le tarif est fixé en prenant en compte les deux revenus. *

Art. 13 *Attestation*

¹ Les parents sont tenus d'attester de leur revenu déterminant.

² A défaut d'indications sur le revenu et la fortune, le tarif maximal est appliqué.

Art. 14 *Déductions **

¹ Une somme forfaitaire par membre de la famille peut être déduite du revenu déterminant à hauteur de *

- a ** 3800 francs pour une famille de trois personnes,
- b ** 6000 francs pour une famille de quatre personnes,
- c ** 7000 francs pour une famille de cinq personnes,
- d ** 7700 francs pour une famille de six personnes ou plus.

² Est déterminant le nombre de personnes vivant sous le même toit (parents et enfants envers lesquels ils ont une obligation d'entretien).

³ Les enfants ne vivant pas sous le même toit sont pris en compte si pour eux la déduction pour enfant prévue à l'article 40, alinéas 3 et 4 de la loi du 21 mai 2000 sur les impôts (LI)²⁾ est admise.

Art. 15 * *Tarif*

¹ Le tarif minimal pouvant être facturé se monte à 0,82 franc par heure de prise en charge. *

² Le tarif maximal pouvant être facturé par heure de prise en charge se monte à

- a ** 12,86 francs pour les modules d'école à journée continue au sens de l'article 4, alinéa 1,
- b ** 6,43 francs pour les modules d'école à journée continue dont le niveau d'exigences pédagogiques est peu élevé.

³ Le tarif minimal est facturé jusqu'à un revenu déterminant de 43'000 francs; le tarif maximal est facturé à partir d'un revenu déterminant de 160'000 francs. *

⁴ Le tarif par heure de prise en charge est fixé de manière linéaire entre le tarif minimal et le tarif maximal en fonction du revenu déterminant compte tenu d'éventuelles déductions.

²⁾ RSB 661.11

⁵ Au début de chaque année scolaire, la Direction de l'instruction publique et de la culture peut adapter les tarifs à hauteur des coûts de traitements normatifs conformément à l'article 8, alinéa 4. *

Art. 16 *Formule de calcul*

¹ Le calcul du tarif horaire pour la prise en charge d'un enfant est effectué selon la formule indiquée à l'annexe 1.

Art. 17 *Emoluments moins élevés*

¹ Pour les modules d'école à journée continue, les communes peuvent facturer aux parents des émoluments moins élevés que ceux fixés par la présente ordonnance.

² Les communes qui facturent aux parents des émoluments moins élevés doivent prendre en charge la différence par rapport au montant qu'elles auraient encaissé si elles avaient facturé les émoluments conformément à la présente ordonnance.

9 Dispositions transitoires et dispositions finales

Art. 18 *Formation des personnes assumant la direction*

¹ Les personnes assumant la direction de modules d'école à journée continue qui n'ont pas achevé de formation pédagogique ou sociopédagogique ou qui n'en ont pas doivent respectivement l'achever ou l'acquérir d'ici au 1er août 2012 au plus tard. *

Art. 19 *Ecoles à journée continue, cantines et écoles gardiennes exploitées conformément à la législation sur l'aide sociale*

¹ Les dispositions en vigueur de la législation sur l'aide sociale, en particulier les articles 15, 17 à 19, 22, 24, 30, 39, 41, 47, 51 et 53 de l'ordonnance du 4 mai 2005 sur les prestations d'insertion sociale (OPIS)³⁾ continuent de s'appliquer aux écoles à journée continue, cantines et écoles gardiennes qui sont exploitées conformément aux dispositions de la législation sur l'aide sociale, mais seulement jusqu'à l'expiration de l'autorisation délivrée par la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (SAP).

³⁾ Abrogée par O du 2.11.2011 sur les prestations d'insertion sociale (OPIS); RSB 860.113

Art. 20 *Modification d'un acte législatif*

¹ L'ordonnance du 4 mai 2005 sur les prestations d'insertion sociale (OPIS)⁴⁾, y compris la modification du 23 avril 2008, est modifiée comme suit:

Art. 21 *Entrée en vigueur*

¹ La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} août 2008.

T1 Disposition transitoire de la modification du 13.02.2019 ***Art. T1-1 ***

¹ La modification des articles 14 et 15 s'applique à partir du 1^{er} août 2019.

T2 Disposition transitoire de la modification du 24.11.2021 ***Art. T2-1 ***

¹ La modification de l'article 12 s'applique à partir du 1^{er} août 2022.

T3 Disposition transitoire de la modification du 15 novembre 2023 ***Art. T3-1 ***

¹ La modification de l'article 12, alinéa 1, lettre b est applicable à partir du 1^{er} août 2024.

Berne, le 28 mai 2008

Au nom du Conseil-exécutif,
le président: Gasche
le chancelier: Nuspliger

⁴⁾ Abrogée par O du 2.11.2011 sur les prestations d'insertion sociale (OPIS); RSB 860.113

Tableau des modifications par date de décision

Décision	Entrée en vigueur	Élément	Modification	Référence ROB
28.05.2008	01.08.2008	Texte législatif	première version	08-64
03.09.2008	01.08.2008	Art. 14 al. 1	modifié	08-98
22.04.2009	01.08.2009	Art. 8 al. 1, a	modifié	09-48
22.04.2009	01.08.2009	Art. 8 al. 1, b	modifié	09-48
22.04.2009	01.08.2009	Art. 15 al. 2, a	modifié	09-48
22.04.2009	01.08.2009	Art. 15 al. 2, b	modifié	09-48
18.01.2012	01.08.2012	Art. 8 al. 1, a	modifié	12-20
18.01.2012	01.08.2012	Art. 8 al. 1, b	modifié	12-20
18.01.2012	01.08.2012	Art. 8 al. 2	modifié	12-20
18.01.2012	01.08.2012	Art. 8 al. 3	modifié	12-20
18.01.2012	01.08.2012	Art. 9 al. 1	modifié	12-20
18.01.2012	01.08.2012	Art. 9 al. 3	introduit	12-20
18.01.2012	01.08.2012	Art. 11 al. 3	introduit	12-20
18.01.2012	01.08.2012	Art. 12	modifié	12-20
18.01.2012	01.08.2012	Art. 14	titre modifié	12-20
18.01.2012	01.08.2012	Art. 14 al. 1	modifié	12-20
18.01.2012	01.08.2012	Art. 14 al. 1, a	introduit	12-20
18.01.2012	01.08.2012	Art. 14 al. 1, b	introduit	12-20
18.01.2012	01.08.2012	Art. 14 al. 1, c	introduit	12-20
18.01.2012	01.08.2012	Art. 14 al. 1, d	introduit	12-20
18.01.2012	01.08.2012	Art. 15	modifié	12-20
18.01.2012	01.08.2012	Art. 18 al. 1	modifié	12-20
18.01.2012	01.08.2012	Annexe 1	Contenu modifié	12-20
20.02.2014	01.08.2014	Art. 8 al. 1, a	modifié	14-30
20.02.2014	01.08.2014	Art. 8 al. 1, b	modifié	14-30
20.02.2014	01.08.2014	Art. 14 al. 1, a	modifié	14-30
20.02.2014	01.08.2014	Art. 14 al. 1, b	modifié	14-30
20.02.2014	01.08.2014	Art. 14 al. 1, c	modifié	14-30
20.02.2014	01.08.2014	Art. 14 al. 1, d	modifié	14-30
20.02.2014	01.08.2014	Art. 15 al. 1	modifié	14-30
20.02.2014	01.08.2014	Art. 15 al. 2, a	modifié	14-30
20.02.2014	01.08.2014	Art. 15 al. 2, b	modifié	14-30
20.02.2014	01.08.2014	Art. 15 al. 3	modifié	14-30
29.01.2016	01.08.2016	Art. 8 al. 1, a	modifié	16-015
29.01.2016	01.08.2016	Art. 8 al. 1, b	modifié	16-015
29.01.2016	01.08.2016	Art. 14 al. 1, a	modifié	16-015
29.01.2016	01.08.2016	Art. 14 al. 1, b	modifié	16-015
29.01.2016	01.08.2016	Art. 14 al. 1, c	modifié	16-015
29.01.2016	01.08.2016	Art. 14 al. 1, d	modifié	16-015
29.01.2016	01.08.2016	Art. 15 al. 1	modifié	16-015
29.01.2016	01.08.2016	Art. 15 al. 2, a	modifié	16-015

Décision	Entrée en vigueur	Élément	Modification	Référence ROB
29.01.2016	01.08.2016	Art. 15 al. 2, b	modifié	16-015
29.01.2016	01.08.2016	Art. 15 al. 3	modifié	16-015
06.02.2017	01.08.2017	Art. 8 al. 1, a	modifié	17-016
06.02.2017	01.08.2017	Art. 8 al. 1, b	modifié	17-016
06.02.2017	01.08.2017	Art. 14 al. 1, a	modifié	17-016
06.02.2017	01.08.2017	Art. 14 al. 1, b	modifié	17-016
06.02.2017	01.08.2017	Art. 14 al. 1, c	modifié	17-016
06.02.2017	01.08.2017	Art. 14 al. 1, d	modifié	17-016
06.02.2017	01.08.2017	Art. 15 al. 1	modifié	17-016
06.02.2017	01.08.2017	Art. 15 al. 2, a	modifié	17-016
06.02.2017	01.08.2017	Art. 15 al. 2, b	modifié	17-016
06.02.2017	01.08.2017	Art. 15 al. 3	modifié	17-016
30.01.2018	01.08.2018	Art. 8 al. 1, a	modifié	18-022
30.01.2018	01.08.2018	Art. 8 al. 1, b	modifié	18-022
30.01.2018	01.08.2018	Art. 14 al. 1, a	modifié	18-022
30.01.2018	01.08.2018	Art. 14 al. 1, b	modifié	18-022
30.01.2018	01.08.2018	Art. 14 al. 1, c	modifié	18-022
30.01.2018	01.08.2018	Art. 14 al. 1, d	modifié	18-022
30.01.2018	01.08.2018	Art. 15 al. 1	modifié	18-022
30.01.2018	01.08.2018	Art. 15 al. 2, a	modifié	18-022
30.01.2018	01.08.2018	Art. 15 al. 2, b	modifié	18-022
30.01.2018	01.08.2018	Art. 15 al. 3	modifié	18-022
08.02.2019	01.08.2019	Art. 8 al. 1, a	modifié	19-008
08.02.2019	01.08.2019	Art. 8 al. 1, b	modifié	19-008
08.02.2019	01.08.2019	Art. 15 al. 1	modifié	19-008
08.02.2019	01.08.2019	Art. 15 al. 2, a	modifié	19-008
08.02.2019	01.08.2019	Art. 15 al. 2, b	modifié	19-008
13.02.2019	01.04.2019	Art. 12 al. 3	modifié	19-009
13.02.2019	01.04.2019	Art. 14 al. 1, a	modifié	19-009
13.02.2019	01.04.2019	Art. 14 al. 1, b	modifié	19-009
13.02.2019	01.04.2019	Art. 14 al. 1, c	modifié	19-009
13.02.2019	01.04.2019	Art. 14 al. 1, d	modifié	19-009
13.02.2019	01.04.2019	Art. 15 al. 3	modifié	19-009
13.02.2019	01.04.2019	Titre T1	introduit	19-009
13.02.2019	01.04.2019	Art. T1-1	introduit	19-009
29.01.2020	01.03.2020	Art. 8 al. 4	modifié	20-015
29.01.2020	01.03.2020	Art. 9 al. 1	modifié	20-015
29.01.2020	01.03.2020	Art. 9 al. 4	modifié	20-015
29.01.2020	01.03.2020	Art. 15 al. 5	modifié	20-015
03.03.2020	01.08.2020	Art. 8 al. 1, a	modifié	20-042
03.03.2020	01.08.2020	Art. 8 al. 1, b	modifié	20-042
03.03.2020	01.08.2020	Art. 15 al. 1	modifié	20-042
03.03.2020	01.08.2020	Art. 15 al. 2, a	modifié	20-042
03.03.2020	01.08.2020	Art. 15 al. 2, b	modifié	20-042

Décision	Entrée en vigueur	Élément	Modification	Référence ROB
24.11.2021	01.01.2022	Art. 12 al. 1, a	modifié	21-123
24.11.2021	01.01.2022	Art. 12 al. 1, c	modifié	21-123
24.11.2021	01.01.2022	Art. 12 al. 1, f	modifié	21-123
24.11.2021	01.01.2022	Art. 12 al. 1, g	introduit	21-123
24.11.2021	01.01.2022	Art. 12 al. 3	modifié	21-123
24.11.2021	01.01.2022	Art. 12 al. 3, a	introduit	21-123
24.11.2021	01.01.2022	Art. 12 al. 3, b	introduit	21-123
24.11.2021	01.01.2022	Art. 12 al. 4	modifié	21-123
24.11.2021	01.01.2022	Art. 12 al. 4, a	introduit	21-123
24.11.2021	01.01.2022	Art. 12 al. 4, b	introduit	21-123
24.11.2021	01.01.2022	Art. 12 al. 4, c	introduit	21-123
24.11.2021	01.01.2022	Art. 12 al. 5	modifié	21-123
27.01.2022	01.08.2022	Art. 8 al. 1, a	modifié	22-008
27.01.2022	01.08.2022	Art. 8 al. 1, b	modifié	22-008
27.01.2022	01.08.2022	Art. 15 al. 2, a	modifié	22-008
27.01.2022	01.08.2022	Art. 15 al. 2, b	modifié	22-008
23.02.2022	01.01.2022	Titre T2	introduit	22-015
23.02.2022	01.01.2022	Art. T2-1	introduit	22-015
25.01.2023	01.08.2023	Art. 8 al. 1, a	modifié	23-008
25.01.2023	01.08.2023	Art. 8 al. 1, b	modifié	23-008
25.01.2023	01.08.2023	Art. 15 al. 1	modifié	23-008
25.01.2023	01.08.2023	Art. 15 al. 2, a	modifié	23-008
25.01.2023	01.08.2023	Art. 15 al. 2, b	modifié	23-008
15.11.2023	01.01.2024	Art. 12 al. 1, b	modifié	23-077
15.11.2023	01.01.2024	Titre T3	introduit	23-077
15.11.2023	01.01.2024	Art. T3-1	introduit	23-077
25.01.2024	01.08.2024	Art. 8 al. 1, a	modifié	24-006
25.01.2024	01.08.2024	Art. 8 al. 1, b	modifié	24-006
25.01.2024	01.08.2024	Art. 15 al. 1	modifié	24-006
25.01.2024	01.08.2024	Art. 15 al. 2, a	modifié	24-006
25.01.2024	01.08.2024	Art. 15 al. 2, b	modifié	24-006

Tableau des modifications par disposition

Élément	Décision	Entrée en vigueur	Modification	Référence ROB
Texte législatif	28.05.2008	01.08.2008	première version	08-64
Art. 8 al. 1, a	22.04.2009	01.08.2009	modifié	09-48
Art. 8 al. 1, a	18.01.2012	01.08.2012	modifié	12-20
Art. 8 al. 1, a	20.02.2014	01.08.2014	modifié	14-30
Art. 8 al. 1, a	29.01.2016	01.08.2016	modifié	16-015
Art. 8 al. 1, a	06.02.2017	01.08.2017	modifié	17-016
Art. 8 al. 1, a	30.01.2018	01.08.2018	modifié	18-022
Art. 8 al. 1, a	08.02.2019	01.08.2019	modifié	19-008
Art. 8 al. 1, a	03.03.2020	01.08.2020	modifié	20-042
Art. 8 al. 1, a	27.01.2022	01.08.2022	modifié	22-008
Art. 8 al. 1, a	25.01.2023	01.08.2023	modifié	23-008
Art. 8 al. 1, a	25.01.2024	01.08.2024	modifié	24-006
Art. 8 al. 1, b	22.04.2009	01.08.2009	modifié	09-48
Art. 8 al. 1, b	18.01.2012	01.08.2012	modifié	12-20
Art. 8 al. 1, b	20.02.2014	01.08.2014	modifié	14-30
Art. 8 al. 1, b	29.01.2016	01.08.2016	modifié	16-015
Art. 8 al. 1, b	06.02.2017	01.08.2017	modifié	17-016
Art. 8 al. 1, b	30.01.2018	01.08.2018	modifié	18-022
Art. 8 al. 1, b	08.02.2019	01.08.2019	modifié	19-008
Art. 8 al. 1, b	03.03.2020	01.08.2020	modifié	20-042
Art. 8 al. 1, b	27.01.2022	01.08.2022	modifié	22-008
Art. 8 al. 1, b	25.01.2023	01.08.2023	modifié	23-008
Art. 8 al. 1, b	25.01.2024	01.08.2024	modifié	24-006
Art. 8 al. 2	18.01.2012	01.08.2012	modifié	12-20
Art. 8 al. 3	18.01.2012	01.08.2012	modifié	12-20
Art. 8 al. 4	29.01.2020	01.03.2020	modifié	20-015
Art. 9 al. 1	18.01.2012	01.08.2012	modifié	12-20
Art. 9 al. 1	29.01.2020	01.03.2020	modifié	20-015
Art. 9 al. 3	18.01.2012	01.08.2012	introduit	12-20
Art. 9 al. 4	29.01.2020	01.03.2020	modifié	20-015
Art. 11 al. 3	18.01.2012	01.08.2012	introduit	12-20
Art. 12	18.01.2012	01.08.2012	modifié	12-20
Art. 12 al. 1, a	24.11.2021	01.01.2022	modifié	21-123
Art. 12 al. 1, b	15.11.2023	01.01.2024	modifié	23-077
Art. 12 al. 1, c	24.11.2021	01.01.2022	modifié	21-123
Art. 12 al. 1, f	24.11.2021	01.01.2022	modifié	21-123
Art. 12 al. 1, g	24.11.2021	01.01.2022	introduit	21-123
Art. 12 al. 3	13.02.2019	01.04.2019	modifié	19-009
Art. 12 al. 3	24.11.2021	01.01.2022	modifié	21-123
Art. 12 al. 3, a	24.11.2021	01.01.2022	introduit	21-123
Art. 12 al. 3, b	24.11.2021	01.01.2022	introduit	21-123

Elément	Décision	Entrée en vigueur	Modification	Référence ROB
Art. 12 al. 4	24.11.2021	01.01.2022	modifié	21-123
Art. 12 al. 4, a	24.11.2021	01.01.2022	introduit	21-123
Art. 12 al. 4, b	24.11.2021	01.01.2022	introduit	21-123
Art. 12 al. 4, c	24.11.2021	01.01.2022	introduit	21-123
Art. 12 al. 5	24.11.2021	01.01.2022	modifié	21-123
Art. 14	18.01.2012	01.08.2012	titre modifié	12-20
Art. 14 al. 1	03.09.2008	01.08.2008	modifié	08-98
Art. 14 al. 1	18.01.2012	01.08.2012	modifié	12-20
Art. 14 al. 1, a	18.01.2012	01.08.2012	introduit	12-20
Art. 14 al. 1, a	20.02.2014	01.08.2014	modifié	14-30
Art. 14 al. 1, a	29.01.2016	01.08.2016	modifié	16-015
Art. 14 al. 1, a	06.02.2017	01.08.2017	modifié	17-016
Art. 14 al. 1, a	30.01.2018	01.08.2018	modifié	18-022
Art. 14 al. 1, a	13.02.2019	01.04.2019	modifié	19-009
Art. 14 al. 1, b	18.01.2012	01.08.2012	introduit	12-20
Art. 14 al. 1, b	20.02.2014	01.08.2014	modifié	14-30
Art. 14 al. 1, b	29.01.2016	01.08.2016	modifié	16-015
Art. 14 al. 1, b	06.02.2017	01.08.2017	modifié	17-016
Art. 14 al. 1, b	30.01.2018	01.08.2018	modifié	18-022
Art. 14 al. 1, b	13.02.2019	01.04.2019	modifié	19-009
Art. 14 al. 1, c	18.01.2012	01.08.2012	introduit	12-20
Art. 14 al. 1, c	20.02.2014	01.08.2014	modifié	14-30
Art. 14 al. 1, c	29.01.2016	01.08.2016	modifié	16-015
Art. 14 al. 1, c	06.02.2017	01.08.2017	modifié	17-016
Art. 14 al. 1, c	30.01.2018	01.08.2018	modifié	18-022
Art. 14 al. 1, c	13.02.2019	01.04.2019	modifié	19-009
Art. 14 al. 1, d	18.01.2012	01.08.2012	introduit	12-20
Art. 14 al. 1, d	20.02.2014	01.08.2014	modifié	14-30
Art. 14 al. 1, d	29.01.2016	01.08.2016	modifié	16-015
Art. 14 al. 1, d	06.02.2017	01.08.2017	modifié	17-016
Art. 14 al. 1, d	30.01.2018	01.08.2018	modifié	18-022
Art. 14 al. 1, d	13.02.2019	01.04.2019	modifié	19-009
Art. 15	18.01.2012	01.08.2012	modifié	12-20
Art. 15 al. 1	20.02.2014	01.08.2014	modifié	14-30
Art. 15 al. 1	29.01.2016	01.08.2016	modifié	16-015
Art. 15 al. 1	06.02.2017	01.08.2017	modifié	17-016
Art. 15 al. 1	30.01.2018	01.08.2018	modifié	18-022
Art. 15 al. 1	08.02.2019	01.08.2019	modifié	19-008
Art. 15 al. 1	03.03.2020	01.08.2020	modifié	20-042
Art. 15 al. 1	25.01.2023	01.08.2023	modifié	23-008
Art. 15 al. 1	25.01.2024	01.08.2024	modifié	24-006
Art. 15 al. 2, a	22.04.2009	01.08.2009	modifié	09-48
Art. 15 al. 2, a	20.02.2014	01.08.2014	modifié	14-30
Art. 15 al. 2, a	29.01.2016	01.08.2016	modifié	16-015

Élément	Décision	Entrée en vigueur	Modification	Référence ROB
Art. 15 al. 2, a	06.02.2017	01.08.2017	modifié	17-016
Art. 15 al. 2, a	30.01.2018	01.08.2018	modifié	18-022
Art. 15 al. 2, a	08.02.2019	01.08.2019	modifié	19-008
Art. 15 al. 2, a	03.03.2020	01.08.2020	modifié	20-042
Art. 15 al. 2, a	27.01.2022	01.08.2022	modifié	22-008
Art. 15 al. 2, a	25.01.2023	01.08.2023	modifié	23-008
Art. 15 al. 2, a	25.01.2024	01.08.2024	modifié	24-006
Art. 15 al. 2, b	22.04.2009	01.08.2009	modifié	09-48
Art. 15 al. 2, b	20.02.2014	01.08.2014	modifié	14-30
Art. 15 al. 2, b	29.01.2016	01.08.2016	modifié	16-015
Art. 15 al. 2, b	06.02.2017	01.08.2017	modifié	17-016
Art. 15 al. 2, b	30.01.2018	01.08.2018	modifié	18-022
Art. 15 al. 2, b	08.02.2019	01.08.2019	modifié	19-008
Art. 15 al. 2, b	03.03.2020	01.08.2020	modifié	20-042
Art. 15 al. 2, b	27.01.2022	01.08.2022	modifié	22-008
Art. 15 al. 2, b	25.01.2023	01.08.2023	modifié	23-008
Art. 15 al. 2, b	25.01.2024	01.08.2024	modifié	24-006
Art. 15 al. 3	20.02.2014	01.08.2014	modifié	14-30
Art. 15 al. 3	29.01.2016	01.08.2016	modifié	16-015
Art. 15 al. 3	06.02.2017	01.08.2017	modifié	17-016
Art. 15 al. 3	30.01.2018	01.08.2018	modifié	18-022
Art. 15 al. 3	13.02.2019	01.04.2019	modifié	19-009
Art. 15 al. 5	29.01.2020	01.03.2020	modifié	20-015
Art. 18 al. 1	18.01.2012	01.08.2012	modifié	12-20
Titre T1	13.02.2019	01.04.2019	introduit	19-009
Art. T1-1	13.02.2019	01.04.2019	introduit	19-009
Titre T2	23.02.2022	01.01.2022	introduit	22-015
Art. T2-1	23.02.2022	01.01.2022	introduit	22-015
Titre T3	15.11.2023	01.01.2024	introduit	23-077
Art. T3-1	15.11.2023	01.01.2024	introduit	23-077
Annexe 1	18.01.2012	01.08.2012	Contenu modifié	12-20

Annexe 1 à l'article 16

(état au 01.08.2012)

Le tarif horaire de prise en charge d'un enfant est calculé selon la formule suivante:

$$\text{Tarif} = \frac{\text{Tarmax} - \text{Tarmin}}{\text{Revdétmax} - \text{Revdétmin}} \times (\text{Revdét} - \text{Revdétmin}) + \text{Tarmin}$$

Tarmax = Tarif maximal

Tarmin = Tarif minimal

Revdétmax = Revenu déterminant maximal

Revdétmin = Revenu déterminant minimal

Revdét = Revenu déterminant